

allégation des protectionnistes, — que si nos fabricants étaient suffisamment protégés, il n'en résulterait pas une augmentation de frais pour les consommateurs, parcequ'une concurrence suffisante surgirait pour faire baisser les prix au point où nous en sommes sous l'action du tarif actuel, — je dis seulement que ce résultat, permanent ou non, aurait lieu avec le temps, mais que ce ne serait pas de sitôt, et qu'en attendant, quelques personnes amasseraient des fortunes considérables, tandis que le reste de la population en ferait les frais. Mais je puis ajouter, M. l'Orateur, que si tel doit être le résultat dans l'avenir, si le désir des protectionnistes est de faire baisser les prix par une concurrence locale, je leur recommande fortement de commencer dès à présent et de défier par ce moyen la concurrence étrangère.

Une voix.—Il n'y a guère de protection là-dedans !

Hon. M. CARTWRIGHT.—Le Gouvernement et moi-même individuellement serions extrêmement satisfaits d'apprendre que l'on pourrait, à l'avantage général, imposer plus de droits et obtenir plus de revenus. Mais tous savent, et quelques-uns de nos adversaires mieux que personne, que le pouvoir du Gouvernement d'établir des impôts est sujet à de strictes restrictions, au Canada plus que partout ailleurs. Nous avons affaire à trois pierres d'achoppement : la situation financière et les conditions politique et géographique du pays. Le Gouvernement a besoin d'un revenu, car il lui faut faire face à d'immenses obligations qu'une Administration précédente a imposées au pays ; et la Chambre conçoit que si nous élevons le tarif, nous réduisons notre revenu en proportion du montant de protection qui en résulte. En outre, il est élémentaire en économie politique qu'un tarif élevé réduit la consommation en élevant le prix des marchandises, encourage la contrebande et démoralise la population qui y est assujétie. Un tarif élevé diminue les importations en stimulant artificiellement la production intérieure. A part cela, il y a des difficultés politiques que le Gouvernement doit considérer. Tel que constitué aujourd'hui, le Ca-